Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

37 | 2008

L'ère victorienne revisitée

L'historiographie britannique et la « Britishness »

British historiography and "Britishness"

Keith Robbins

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3515>

DOI : 10.4000/rh19.3515

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2008

Pagination : 111-126

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Keith Robbins, « L'historiographie britannique et la « Britishness » », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3515> ; DOI : 10.4000/rh19.3515

Tous droits réservés

KEITH ROBBINS

*L'historiographie britannique et la « Britishness »*¹

Tantôt à contrecœur, tantôt avec enthousiasme, l'historiographie britannique des trente dernières années a bien dû essayer de traiter la « question britannique »². Conçue au singulier, « notre histoire insulaire » semble de moins en moins correspondre à la réalité. Si aujourd'hui on peut encore la concevoir comme « unitaire », il semble néanmoins qu'elle possède une plus grande diversité « nationale » que celle que lui reconnut – ou voulut bien admettre – la majeure partie de l'historiographie produite pratiquement tout au long du XX^e siècle. Trouver un cadre d'analyse plus large demeure un défi pour les spécialistes d'histoire politique, économique, sociale et culturelle, – que ceux-ci choisissent ou non de le relever. C'est dans cette perspective qu'il faut considérer sous un jour nouveau « le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ». Considéré aussi bien dans le contexte de l'histoire insulaire d'avant 1800 que dans celui d'après 1922, c'est sans doute son caractère d'exception, plutôt que de norme, qui transparaît aujourd'hui³. Le point culminant de l'histoire insulaire, que l'union de la Grande-Bretagne et de l'Irlande a pu représenter, s'est révélé être un échec – et nous ne chercherons pas ici à savoir s'il faut le déplorer ou s'en réjouir, ni à démêler les raisons d'éprouver de tels sentiments. Quoi qu'il en soit, lorsque cette union fut dissoute, l'unité de l'Irlande le fut également. En de telles circonstances, le terme de « partition » fut et demeure d'une grande ambiguïté. Qui, exactement, fit les frais de la division : l'Irlande, la Grande-Bretagne, ou bien l'ensemble formé par les deux pays ?

La nature intrinsèquement fragile et contestée de la symbiose unissant la Grande-Bretagne à l'Irlande au XIX^e siècle permet peut-être d'expliquer pourquoi les historiens de l'Angleterre victorienne qui écrivaient après 1922 (et même avant) ne ressentaient pas la nécessité de risquer une histoire

1. Sans équivalent français satisfaisant, la *Britishness* relève du sentiment d'appartenance à la Grande-Bretagne, de l'identité britannique (NdT).

2. Helen Brocklehurst et Robert Phillips (eds.), *History, Nationhood and the Question of Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004. Ce recueil d'essais fait le tour de la question.

3. L'Acte d'Union (1800) a consacré l'union législative de l'Irlande et de la Grande-Bretagne, une union dissoute en 1922 (NdE).

sérieuse ou systématique du *Royaume-Uni à l'ère victorienne*. De quel genre d'État s'agissait-il ? Formait-il « une seule nation » ou plusieurs, et dans ce cas combien ? À quel genre d'union avait-on affaire ? Dans tous les cas, puisque l'union britannico-irlandaise n'avait, dans l'ensemble, pas fonctionné, on pouvait rejeter l'Irlande sur les marges d'un ensemble appelé « histoire britannique ». La Grande-Bretagne était une chose, l'Irlande en était une autre. Il était par conséquent possible, et même banal, d'écrire soit une histoire de *l'Angleterre victorienne* (qui pouvait à l'occasion parler de l'Écosse et du pays de Galles), soit une histoire de la *Grande-Bretagne victorienne* (qui en règle générale traitait principalement de l'Angleterre). Ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est qu'il était impossible de dire, au vu des titres publiés, de quelle « Grande-Bretagne » au juste les auteurs croyaient parler. Le fait que nombre d'entre eux n'eussent ressenti nul besoin d'expliquer leur façon de penser la question et n'eussent pas supposé qu'il y eût là un quelconque problème, est en soi significatif. Ainsi, l'auteur fort respectable, bien que versé dans la vulgarisation, qui publia en 1972 *Victorian England : Aspects of English and Imperial History, 1837-1901*, se contentait de déclarer simplement que son ouvrage présentait « pour l'essentiel une histoire de l'Angleterre » sans du tout prétendre être une histoire de la « Grande-Bretagne », nom qu'il mettait lui-même entre guillemets. Tentant de décrire en détail les traits distinctifs du règne de Victoria, il n'éprouvait le besoin d'évaluer ni l'Angleterre ni la « Grande-Bretagne » et il sous-entendait de toute évidence que celle-ci, contrairement à celle-là, demeurerait mystérieuse et peut-être impossible à définir. Abordant le sujet de l'Irlande, il se demandait ce qu'un « pouvoir législatif anglais » pourrait ou non être conduite à faire, alors que le pouvoir législatif en question était en fait bel et bien *britannique*. Tout en prétendant ne pas vouloir écrire sur la « Grande-Bretagne », il n'avait aucun scrupule à débattre de « l'impérialisme britannique »⁴. Il lui paraissait apparemment tout à fait légitime d'écrire sur l'expansion du Royaume-Uni tout entier hors de ses frontières, à l'échelle mondiale, dans un ouvrage qui s'intéressait sans complexe à une seule composante intérieure dudit Royaume, à savoir l'Angleterre. En 1974, le directeur anglais d'une nouvelle collection d'ouvrages historiques défendait ainsi son choix de traiter de l'histoire de l'Angleterre et non de la Grande-Bretagne. C'était, affirmait-il, une décision délibérée, qui n'entraînerait pas d'omissions relatives aux « importantes répercussions qu'eurent

4. Lewis Charles Bernard Seaman, *Victorian England: Aspects of English and Imperial History 1837-1901*, Londres, Methuen, 1973, p. 2 et p. 252-261. Dans *Victorian England: Portrait of an Age*, dont la seconde édition parut l'année du couronnement de la reine (Londres, 1953), G.M. Young traite magistralement de la « mentalité » de l'Angleterre, mais n'éprouve nul besoin de demander, par exemple, si Thomas Carlyle était véritablement « anglais ». Il ne juge pas non plus nécessaire de dire jusqu'à quel point la conception que « l'Angleterre victorienne » se faisait d'elle-même était informée et définie par la place qu'elle occupait au sein d'une entité nommée « Grande-Bretagne et Irlande victorienne », ou bien si cette place lui était indifférente.

des événements se déroulant en Écosse, en Irlande et au pays de Galles » ; mais c'était une façon de reconnaître que, « pour le meilleur comme pour le pire », l'Angleterre avait été la nation dominante et qu'adopter une perspective plus large pour cette collection « conduirait à l'imprécision et à la confusion » ⁵.

Il est incontestable que ce sont « les Anglais » qui ont dominé « notre rude histoire insulaire » (selon l'expression de Tennyson, citée à cette occasion par l'éditeur), mais les événements qui se déroulaient au moment même où se tenait un tel discours, en particulier en Irlande du Nord, – sans même parler de l'évolution ultérieure de la situation –, démontraient on ne peut plus clairement que la relation historique entre la « nation dominante » et les autres composantes du Royaume-Uni ou des îles Britanniques ne pouvait guère être reléguée dans les marges au nom d'une clarté fallacieuse. Un quart de siècle plus tard, Norman Davies s'efforça d'examiner la complexité des relations au sein des « îles » d'un point de vue bien différent. L'introduction de son ouvrage fournit d'innombrables exemples des confusions de terminologie et de nomenclature : « On aurait bien du mal, écrit-il, à trouver un autre État ou un autre pays qui se fasse une idée aussi peu claire des fondations de son passé » ⁶.

LA « BRITISHNESS » DANS LA TOURMENTE

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la structure du « Royaume-Uni » a subi de profondes transformations, en particulier au cours de la dernière décennie ⁷. En 1997, en Écosse, un référendum a vu 74,3 % des votants (soit 44,7 % de l'électorat) se prononcer en faveur d'un Parlement écossais, 63,5 % étant en outre favorables à un parlement disposant du pouvoir de moduler les impôts, de manière limitée. En 1979, 51,6 % des votants seulement soutenaient cette évolution, ce qui n'avait alors pas été suffisant pour permettre l'adoption d'un changement constitutionnel et avait conduit à l'échec de la mesure proposée. Ce renversement d'opinion a souvent été attribué aux conséquences de la politique du Royaume-Uni menée envers l'Écosse, dans les années 1980, par les gouvernements Thatcher. Les pouvoirs de « l'exécutif écossais » étaient considérables dans un grand nombre de domaines. Le Parlement écossais avait le pouvoir législatif ; mais, en matière

5. Il s'agit de Robert Blake, dans l'introduction aux volumes de la collection *The Palatin History of England*, et en particulier à celui de Richard Shannon, *The Crisis of Imperialism, 1865-1915* (Londres, HartDavis, MacGibbon, 1974).

6. Norman Davies, *The Isles*, Londres, Papermac, 1999, p. 39.

7. Harry Thomas Dickinson et Michael Lynch, *The Challenge to Westminster: Sovereignty, Devolution and Independence*, East Linton, Tuckwell Press, 2000. Iain McLean et Alister McMillan, *State of the Union: Unionism and the Alternatives in the United Kingdom since 1707*, Oxford, Oxford University Press, 2005. Iain McLean et Alister McMillan analysent « l'unionisme primordial » et ce qu'ils estiment être sa disparition.

de finances, sauf à choisir d'augmenter les impôts supplémentaires (ce qui ne soulevait pas l'enthousiasme des députés), il lui fallait définir sa politique dans les limites d'un budget fixé selon une formule de calcul imposée par Westminster. Il était inévitable qu'au fil des années cette formule ne devînt de plus en plus controversée. Les premières élections au nouveau parlement eurent lieu en 1997 selon un vote proportionnel différent du système majoritaire à un tour en vigueur pour l'élection à Westminster. Depuis cette date, les députés écossais au parlement du Royaume-Uni peuvent voter sur des questions relatives à l'Angleterre ou au pays de Galles débattues à Westminster, mais les députés anglais ou gallois ne peuvent ni s'exprimer ni voter sur les affaires intérieures de l'Écosse.

Lors des premières élections écossaises de 1999, le Parti travailliste l'emporta, sans obtenir toutefois la majorité absolue, ce qui le contraignit à former une coalition avec les Libéraux démocrates. En 2007, les élections portèrent au pouvoir un *First Minister* (chef de gouvernement), membre du *Scottish National Party* (Parti national écossais) – celui-ci n'ayant pas non plus la majorité absolue – qui s'était engagé à donner au peuple écossais, à une date ultérieure, la possibilité de voter par référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Une étape essentiellement symbolique fut immédiatement franchie : le *First Minister* parla du « gouvernement écossais » et non pas de « l'exécutif écossais ». Les observateurs restent partagés sur l'avenir. Il semble inconcevable que le processus de dévolution du pouvoir puisse s'inverser, mais nul ne peut être certain qu'il existe en Écosse une majorité en faveur de l'indépendance. L'hypothèse que l'Écosse entre dans le club des « petits États » de l'actuelle Union européenne, sur le modèle de la République d'Irlande, est fort séduisante, mais peut-être pas assez pour se réaliser. Si l'indépendance de l'Écosse devait se produire, le nom qui conviendrait alors à l'État comprenant l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord (à supposer que ces territoires continuent à former une sorte d'« unité ») reste ouvert aux spéculations : en tout état de cause, il serait difficile de continuer à lui donner le nom de « Grande-Bretagne », ce terme ayant son utilité dans le contexte d'une Union anglo-écossaise. Il y a naturellement une certaine ironie à ce que ces questions aient pris une telle importance en ce moment historique où le Royaume-Uni est gouverné par un Premier ministre écossais – par ailleurs titulaire d'un doctorat d'histoire – qui siège à Westminster, au titre d'une circonscription écossaise, et qui, pour des raisons évidentes, s'emploie activement à promouvoir des « valeurs britanniques ».

L'Assemblée nationale du pays de Galles possède un pouvoir plus limité, mais qui va grandissant. Cependant, à la différence du vote écossais de 1997, le vote en faveur de ce qui était proposé au pays de Galles ne fut acquis que de justesse, après être demeuré incertain jusqu'à la dernière minute. La moitié de l'électorat n'avait pas d'opinion tranchée et un quart

environ souhaitait le changement ⁸. L'Assemblée de Cardiff, qui n'a pas de pouvoirs législatifs propres, n'est pas vraiment un Parlement, mais elle peut malgré tout prendre des décisions importantes dans des domaines comme la santé et l'éducation, dans les limites du budget fixé par Westminster. L'existence d'un « Gouvernement de l'Assemblée galloise » – selon la terminologie qui fut vite adoptée – doté d'un *First Minister*, donne au « pays de Galles » une identité politique et constitutionnelle plus importante qu'à n'importe quel autre moment de son histoire moderne et contemporaine ⁹. Là encore, l'existence d'un système de représentation proportionnelle a conféré aux partis autres que la parti travailliste un rôle largement plus important qu'à celui-ci au sein de l'assemblée. Aux élections de 2007, le Parti travailliste a perdu sa majorité absolue et, pour la première fois, a été contraint de former une coalition inconfortable avec son jeune allié, Plaid Cymru/The party of Wales (le Parti gallois) : pour la première fois, un parti nationaliste a donc gagné une position dans un gouvernement du pays de Galles. Reste à voir comment fonctionnera cette alliance. Il est clair que Plaid Cymru souhaite que l'Assemblée galloise reçoive le pouvoir législatif et il faut s'attendre à ce que, d'une manière ou d'une autre, les choses évoluent en ce sens.

En Irlande du Nord au terme d'un parcours tortueux, une administration regroupant le Sinn Féin et le Democratic Unionist Party a vu le jour en 2007. Des décennies d'incertitude et de violences forment la toile de fond de ce résultat. La relation entre la *Britishness* et l'*Irishness* propre à l'Irlande du Nord a été au cœur du conflit. Les dernières décennies ont également été une période de tension, suivie d'un apaisement, entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni. Bref, les « Irlande(s) » de 2007 ne sont pas ce qu'elles étaient voici trente ans, la Grande-Bretagne non plus. L'Irlande du Nord occupe un espace, conçu différemment par ses habitants, qui est à la fois britannique (et peut-être tout particulièrement écossais) et irlandais.

Par certains aspects, l'unité du Royaume-Uni est si fragile qu'elle ne semble pas devoir survivre¹⁰. En d'autres termes, il semble que les îles Britanniques d'aujourd'hui soient confrontées à un ensemble complexe de relations d'interdépendance entre l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles d'une part, et entre la Grande-Bretagne et l'Irlande de l'autre ; l'Irlande du Nord occupe son espace propre au sein du Royaume-Uni, mais entretient aussi une relation spéciale avec la République d'Irlande. On pourrait dire que réapparais-

8. Keith Robbins, "Cultural Independence and Political Devolution in Wales", dans H.T. Dickinson et Michael Lynch, *The Challenge to Westminster: Sovereignty, Devolution and Independence*, East Linton, Tuckwell, 2000, p. 81-90.

9. J.G.A. Pocock notait, avant la dévolution, que la reconstruction du discours politique britannique n'avait pas encore intégré de discours historique qui fût proprement gallois. Il en attribuait la cause au fait que, comme d'autres discours en langue celtique, celui du pays de Galles n'avait pas été « placé au centre d'un système politique doté d'institutions autonomes ». Après la dévolution, il resterait à voir jusqu'à quel point une telle situation changerait.

10. Keith Robbins, "Devolution in Britain: Will the UK Survive?" dans Ulrich Broich et Susan Bassnett (eds.), *Britain at the Turn of the Century*, Amsterdam/New York, Rodopi Bv, 2001, p. 53-66.

sent d'anciennes configurations qui existaient avant l'« Empire britannique » mondial et sa plaque tournante, la Grande-Bretagne, et qui sont familières aux historiens du monde insulaire¹¹. Toutefois, cela n'est pas tout à fait exact, puisque l'un des aspects majeurs de l'histoire de ces trente dernières années demeure l'immigration, vers la Grande-Bretagne comme vers l'Irlande, de populations originaires de l'Europe orientale – consécutive à l'extension de l'Union européenne en direction de l'est – et du reste du monde. Cette immigration a soulevé à son tour l'épineuse question de savoir à qui appartiennent les anciennes « histoires du monde insulaire » dans un contexte multiculturel, multiethnique et multireligieux. Le recensement de 2001 a montré que les immigrés des Caraïbes, du Pakistan, du Bangladesh, d'Inde et d'Afrique constituent environ 8 % de la population britannique. En chiffres cumulés, la population immigrée est plus nombreuse que la population totale du pays de Galles et presque aussi nombreuse que celle de l'Écosse. Il n'est pas impossible que les groupes ethniques non blancs deviennent majoritaires dans plusieurs villes anglaises. Londres, capitale de l'Angleterre et siège du gouvernement du Royaume-Uni, peut prétendre au titre de « ville connaissant la plus grande diversité qui ait jamais existé »¹².

Le présent article ne prétend pas fournir une explication détaillée de ces transformations fondamentales, qu'on les considère comme le corollaire inévitable de la fin de l'Empire ou comme une forme de décentrement, visible dans de nombreux pays, liée aux structures et aux principes de l'Union européenne. Mais le point qui requiert une attention toute particulière, c'est que l'on ne peut plus se contenter de penser (si tant est qu'on l'ait jamais fait) que l'« Angleterre » et la « Grande-Bretagne » sont deux termes synonymes. Se montrer sensible à cet aspect des choses est devenu aujourd'hui une exigence dans la vie publique, quand bien même il peut être difficile pour tout un chacun de gérer cette situation.

Les historiens avancent eux aussi à tâtons. La terminologie s'en trouve, du moins pour le moment, relativement flottante. Les politologues ont élaboré plusieurs tests visant à apprécier dans quelle mesure les individus continuent à se penser comme « britanniques » ou rejettent cette définition pour se considérer plutôt comme « anglais », « irlandais », « écossais » ou « gallois ». Même en prenant ces mesures au pied de la lettre, une incertitude persiste toutefois quant au sens que peuvent présenter de telles définitions de soi. L'identité

11. Les ambiguïtés de la situation de l'Irlande en tant que tout à la fois « colonie » et « partenaire de l'entreprise impériale » ont récemment fait l'objet des ouvrages de Stephen Howe, *Ireland and Empire: Colonial Legacies in Irish History and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2000 et de Kevin Kenny, *Ireland and the British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

12. Le quotidien *The Guardian* du 21 janvier 2005 (« The World in One City » / « Le monde dans une seule ville ») offre une carte qui permet de localiser les quartiers internationaux de la métropole, ces endroits où vivent et travaillent de fortes concentrations de personnes venant de parties du monde bien précises. Un autre atlas paru dans le même journal en date du 23 janvier 2006 montre des cartes détaillées de la répartition des groupes ethniques à travers le Royaume-Uni, des Irakiens et des Kurdes de Douvres, en Angleterre, aux Chinois et aux Sikhs de Derry, en Irlande du Nord.

peut varier en fonction du contexte. L'adjectif « uni », dans le nom composé de « Royaume-Uni » n'est pas acceptable. L'expression d'« îles Britanniques » ne va pas non plus sans difficultés, car, même si on l'entend comme une appellation géographique commode pour désigner l'ensemble des nombreuses îles de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, elle connote une idée d'hégémonie politique inacceptable en République d'Irlande¹³.

Les pages qui suivent sont consacrées à la façon dont les historiens des « îles Britanniques » ont tenté de traiter ces questions. Les historiens du continent ne sauraient eux non plus en faire l'économie, même si leur habitude de parler de l'« Angleterre », plutôt que du « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande », ou même tout simplement de « la Grande-Bretagne », est tellement bien ancrée que le changement risque d'être long à se produire¹⁴.

L'ÉVOLUTION DE L'HISTORIOGRAPHIE ET LE RÔLE DES HISTORIENS

L'historiographie s'est progressivement adaptée aux évolutions politiques que nous avons évoquées ci-dessus. Il est arrivé un moment où il n'a plus été possible que « l'histoire de l'Angleterre » fasse office, pour l'essentiel, d'histoire des îles dans leur ensemble, à l'instar de ce qui se passait auparavant. La conversion à une nouvelle structure ne s'est pas faite instantanément puisqu'on est loin de savoir clairement ce que cette structure devrait être exactement et le changement d'approche ne s'est pas produit à la suite d'un événement marquant unique. Rétrospectivement, il semble qu'il soit le fruit de la rencontre entre divers « grands » événements – par exemple le référendum de 1975 qui approuva l'adhésion du Royaume-Uni au Marché Commun – et des « micro » circonstances. Les expériences propres à chaque historien ont aussi joué, à mesure que la profession comptait un nombre de membres toujours plus important, au fil de la création d'universités dans les différentes parties du Royaume-Uni, ou de la croissance des universités préexistantes. Bien sûr, il ne faudrait pas non plus supposer que l'historiographie s'est contentée de réagir à ce qui se produisait. Mettre l'accent sur la « diversité » – que ce soit au plan local, régional ou national – pouvait très bien correspondre aux préférences politiques de tel ou tel historien. « Renouer » avec le « long passé » de l'Écosse ou du pays de Galles, par exemple, pouvait contribuer à former ou à alimenter un programme politique pour le temps présent, ce qui fut une stratégie explicite dans certains cas.

13. Responsable de l'édition des volumes de *The Short Oxford History of the British Isles* – titre qui n'aurait vraisemblablement pas pu apparaître avant les années 1990 – Paul Langford reconnaît les susceptibilités des Irlandais sur ce point mais affirme qu'il n'y a pas d'autre mot que « britanniques » qui puisse résumer l'expérience commune à « ces îles ». Parler de « ces îles » sans autre qualificatif ne voulait pas dire grand-chose pour le reste des habitants de la planète.

14. L'ouvrage dirigé par Sylvie Aprile et Fabrice Bensimon, *La France et l'Angleterre* (Paris, Créaphis, 2006), s'intéresse néanmoins aux « relations franco-britanniques ».

Dans ce contexte, il peut être utile d'attirer l'attention sur la conjonction de mon expérience personnelle et de l'historiographie au cours de la période en question ¹⁵. «Anglais» par mon «appartenance ethnique», j'ai appris à l'école et à l'université une histoire qui était «l'histoire de l'Angleterre». Notre directeur d'études à Oxford, A.J.P. Taylor, écrivit par la suite une *English History* vigoureusement anglo-centrique ¹⁶. La présence fortuite de collègues gallois à la nouvelle université de York, où j'obtins mon premier poste, m'encouragea à concevoir des cours accordant délibérément une certaine place à l'histoire britannique hors des limites de l'Angleterre. Je fus ensuite nommé à l'université du pays de Galles, à Bangor, établissement situé dans une région gallophone. Plus tard, dans les années 1970, survint la campagne en faveur de la dévolution au pays de Galles, qui ne reçut pas de soutien majoritaire lors du référendum de 1979. C'est dans ce contexte qu'on me demanda de rédiger un volume dans une collection intitulée «Foundations de la Grande-Bretagne moderne», au sein de laquelle le directeur avait pris le parti de mettre en avant la «réaffirmation du nationalisme» presque aussi fortement que «l'érosion du prestige impérial». Selon les termes mêmes de son directeur, cette collection devait s'attacher à explorer la descente de la Grande-Bretagne le long de la pente glissante conduisant des heures glorieuses de la puissance aux affres de la médiocrité : *The Eclipse of a Great Power : Modern Britain 1870-1975* ¹⁷ tentait consciemment, bien que nécessairement de façon incomplète, d'observer la «Grande-Bretagne» dans son ensemble. La seconde édition de l'ouvrage (1994) poursuivait sur la même voie en étendant son analyse jusqu'à 1992. À ce moment-là, j'étais parti pour l'Université de Glasgow, transfert qui (on n'en sera pas surpris) ne modifia en rien mon approche.

Un manuel à succès peut avoir un impact certain sur le lectorat étudiant, mais, de toute évidence, ce n'est pas le lieu où l'on peut se livrer à une analyse plus approfondie des questions soulevées par ce qu'on appelait parfois «la nouvelle histoire britannique». Une contribution ultérieure, de première importance, fut assurée par des historiens du dix-septième siècle, dont beaucoup préféraient parler d'une «guerre des trois royaumes» plutôt que de la «guerre civile anglaise». Hugh Kearney, historien qui avait auparavant écrit sur Strafford et la politique anglaise en Irlande dans les années 1630, trouva un angle d'approche que bon nombre de ses collègues cherchaient en vain ¹⁸. En 1989 il fit paraître *The British Isles : A History of Four Nations*, qui connut

15. On trouvera une réflexion plus approfondie sur le sujet dans Keith Robbins, "British History and the Generation of Change" dans Helen Brocklehurst et Robert Phillips (eds.), *History, Nationhood and...*, ouv. cité, p. 3-9.

16. A.J.P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1965.

17. Keith Robbins, *The Eclipse of a Great Power: Modern Britain 1870-1975*, Londres, Longman, 1983.

18. Sir Thomas Wentworth, premier comte de Strafford (1593-1641), conseiller du roi Charles I^{er} et homme d'État (NdE).

un franc succès et de nombreuses rééditions ¹⁹. Une édition revue suivit en 2006. Hugh Kearney avait l'avantage d'observer l'histoire insulaire depuis un poste universitaire aux États-Unis. Il en est venu, écrit-il, à voir « le melting-pot britannique » en termes de cultures interagissant les unes avec les autres. D'après lui, les réalités dont devrait s'occuper l'historien sont ces cultures qui se cachent derrière l'étiquette d'« État-nation ». Écrire l'histoire des îles Britanniques en termes de « nations » permet de mettre en relief les différences entre une société donnée et celles qui l'entourent, tandis que ce qu'il appelle une « approche britannique » souligne l'importance de l'expérience commune partagée par ces cultures. Hugh Kearney admet que certains auront le sentiment qu'il insiste trop lourdement sur l'« ethnicité » au détriment des « classes sociales ».

En 1989, Hugh Kearney soutint qu'il existait « au moins » huit cultures coexistant dans les îles Britanniques et il chercha à les décrire. Il lui paraissait plus clair de voir les choses ainsi que de parler en bloc de « l'Irlande », de « l'Écosse », du « pays de Galles » ou de « l'Angleterre » ; mais, comme le fit remarquer David Cannadine quelques années plus tard, cette insistance était quelque peu paradoxale, dans la mesure où Hugh Kearney lui-même avait accrédité l'expression des « quatre nations ». L'histoire des îles Britanniques peut s'écrire non pas tant à partir des interconnexions entre l'Angleterre, l'Irlande, l'Écosse et le pays de Galles qu'en se concentrant sur les différences entre hautes terres et basses terres. La « nouvelle histoire britannique » n'avait pas besoin d'être politique et constitutionnelle ²⁰ : ces cultures avaient toutes leur propre perception du passé, elles possédaient leur propre statut social et leur identité religieuse ou linguistique. Hugh Kearney reconnaissait toutefois qu'il était risqué de vouloir « fixer » ces cultures : les cultures changent et interagissent au cours du temps et il est dans la nature même de l'approche culturelle de reconnaître – contrairement aux historiens partisans de l'approche nationale, qui cherchent à repérer des « continuités permanentes » – que les perceptions peuvent radicalement changer d'une période à l'autre. Si, Hugh Kearney considéra tout d'abord que le Royaume-Uni était constitué d'une culture métropolitaine dominante et d'un certain nombre de sous-cultures provinciales, presque vingt ans plus tard, en 2006, il jugea que son modèle proposé n'était plus adéquat : il y avait désormais bien plus que huit cultures. En elle-même, cette révision offre une illustration du principe selon lequel les cultures changent.

C'est ce tableau dynamique que j'ai exploré en lien avec le XIX^e siècle, dans le cadre des *Ford Lectures* que je fus invité à donner en 1986-1987

19. Hugh Kearney, *The Four Nations: A History of the British Isles*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; « Four Nations History in Perspective » dans *History, Nationhood and...*, ouv. cité, p. 10-19.

20. David Cannadine, « British history as a 'new subject': Politics, perspectives and prospects » dans Alexander Grant et Keith J. Stringer, *Uniting the Kingdom? The Making of British History*, Londres, Routledge, 1995, p. 12-28

à Oxford. L'exercice hebdomadaire consistant à descendre de Glasgow à Oxford était en soi un « échange » entre l'Écosse et l'Angleterre. Le choix du thème me semblait naturel, car ma carrière universitaire m'avait conduit (de façon très atypique) à occuper des postes dans des universités en Angleterre, puis au pays de Galles, puis en Écosse. Des domaines spécifiques avaient déjà fait l'objet d'une certaine attention, et allaient être explorés plus avant par la suite ²¹. Ces conférences s'efforçaient de considérer « l'identité de la Grande-Bretagne » sous un grand nombre d'aspects, principalement la politique, le monde des affaires, la religion, l'éducation, la vie intellectuelle et le sport. Le sous-titre donné à l'ensemble était « Intégration et diversité », suggérant ainsi qu'en un certain sens, la « nation britannique » était effectivement « fabriquée », mais que ce processus n'était ni indolore, ni achevé. Il n'existait pas de tendance uniforme – poussant soit à l'« intégration », soit à la « diversité » – qui opérât dans tous les domaines simultanément. Au XIX^e siècle, l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles étaient à certains égards, en particulier grâce aux progrès des communications (comme l'essor du chemin de fer), plus intimement liés les uns aux autres qu'ils ne l'avaient jamais été dans le passé, et pourtant, dans certains domaines, le renforcement du contact contribuait plus à amplifier un sentiment de différence qu'à produire de l'uniformité. L'argument consistait à dire qu'au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne était à la fois un ensemble composé de trois nations et un ensemble unique : tout dépendait du contexte et de la perspective adoptée ²².

L'ouvrage de Linda Colley, *Britons : Forging the Nation 1707-1837*, eut un impact considérable lors de sa publication, en 1992 ²³. On peut dire que son intérêt pour « le sentiment d'appartenance britannique » en fait un autre produit de son temps. L'auteur veut « mettre au jour l'identité, les actes et les idées de ces hommes et ces femmes qui voulaient à tout prix défendre l'ordre existant contre les principales menaces extérieures auxquelles leur nation faisait face ». En outre, elle souhaite démontrer que ce fut au cours de ce long XVIII^e siècle que se forgea un sentiment d'identité nationale britannique. Ce sentiment était bien présent lorsque Victoria monta sur le trône et il prouva sa force et sa capacité de résistance – au contraire, pense l'historienne, de notre époque où transparaissent des signes de plus en plus nombreux de sa très grande faiblesse. La spécificité de l'approche de Linda Colley tient, outre à sa grande qualité intellectuelle, à l'accent mis tant sur le protestantisme et la

21. Parmi les articles rassemblés dans Keith Robbins, *History, Religion and Identity in Modern Britain*, Londres, Hambledon Press, 1993, on trouve : “History, the Historical Association and the National Past”, “National Identity and History: Past, Present and Future”, “Religion and Identity in Modern British History”, “Core and Periphery in Modern British History”, “Varieties of Britishness”, “Wales and the Scottish Connexion”, “‘This Grubby Wreck of Old Glories’: The United Kingdom and the End of the British Empire”.

22. Keith Robbins, *Nineteenth-Century Britain: Integration and Diversity*, Oxford, Oxford University Press, 1988, p. 184.

23. Linda Colley, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, New Haven (Conn.) et Londres, Yale University Press, 1992.

« menace stimulante » de la guerre – en particulier la guerre contre la France – que sur les « triomphes, les profits et l'altérité » que représentait un immense empire outre-mer. Linda Colley rejetait l'idée selon laquelle les Britanniques furent avant tout un peuple insulaire. Au cours de la période étudiée comme dans les décennies ultérieures du XIX^e siècle, les Britanniques eurent davantage de contacts avec plus de parties différentes du globe que n'importe quelle autre nation. Linda Colley refuse également l'idée d'un sentiment d'appartenance britannique croissant qui aurait supplanté ou masqué d'autres allégeances. La Grande-Bretagne n'a pas émergé par le biais d'une « fusion ». Le sentiment d'identité collective n'est pas le fruit, selon elle, de l'intégration de cultures disparates : « le sentiment d'appartenance britannique » a plutôt « constitué une strate supplémentaire » en réaction aux contacts avec l'Autre (le catholicisme militant) et surtout aux conflits avec l'Autre (une puissance européenne continentale hostile). Ce sentiment, conclut Linda Colley, représente une culture habituée à se battre et se définissant principalement par son aptitude à se battre. Les critiques se sont demandé si le « protestantisme » (dans sa diversité elle-même conflictuelle) peut véritablement avoir joué le rôle que lui attribue l'historienne ; ils ont également noté qu'on peut attribuer à la Grande-Bretagne du XIX^e siècle l'invention du « pacifisme », à l'inverse du « militarisme » de l'Europe continentale. Mais l'impulsion donnée par l'ouvrage de Linda Colley a eu un impact durable ²⁴.

Il est peut-être inévitable que la biographie et l'expérience personnelle de chaque historien aient un impact sur leur façon de voir les choses dans une période de confusion et les conduisent à accompagner leurs analyses de déclarations personnelles. Linda Colley, par exemple, se décrit comme « moitié galloise, moitié anglaise, transatlantique dans son style de vie et européenne par choix... mais aussi britannique ». Elle souhaite que le sentiment d'appartenance britannique survive (tout en concédant qu'il ne survivra peut-être pas) mais elle veut, qu'à l'avenir, il se présente « sous une forme plus pragmatique et plus généreuse » (davantage, sans doute, que la culture belliqueuse qu'elle identifie). En effet, pour de nombreux auteurs, dans une certaine mesure du moins, s'efforcer d'« élucider » la Grande-Bretagne du XIX^e siècle c'est peut-être, quand on observe la façon dont ils décrivent leur effort, une tentative pour régler la question de leurs propres « allégeances à notre époque ».

En 1994, la « Anglo-American Conference of Historians » de Londres, institution culturelle de grande envergure, qui s'était réunie soixante-trois fois depuis 1921, organisa un congrès sur le thème de « la formation du Royaume-Uni ». Le directeur de l'*Institute of Historical Research* fit remarquer qu'« étant donné la nature incertaine de la "Grande-Bretagne" et du "sen-

24. Pour un traitement complémentaire, voir Murray G.H. Pittock, *Inventing and Resisting Britain: Cultural Identities in Britain and Ireland, 1685-1789*, Londres, Routledge, 1997. Voir également Tony Claydon et Ian McBride (eds.), *Protestantism and National Identity: Britain and Ireland c.1650-c.1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

timent d'appartenance britannique" aujourd'hui», un tel congrès – auquel devaient assister 400 historiens – venait à point nommé ²⁵. L'un des conférenciers les plus importants de cette rencontre fut J.G.A. Pocock. Sa contribution au débat demeure fondamentale. C'est chez lui, en Nouvelle-Zélande, à Canterbury, qu'il avait donné en 1973 une conférence intitulée «L'histoire britannique : plaider en faveur d'un nouveau sujet». Il s'agissait, comme il le rappelle, d'une «proposition en vue de reconfigurer l'histoire de la Grande-Bretagne, avancée dans le contexte des négociations alors en cours pour l'entrée dans "l'Europe", définie successivement comme un marché, une communauté puis une union». Cette conférence avait été rédigée, soulignait-il au congrès de Londres en 1994, après le «grand divorce», lorsque «vous» nous aviez signifié, à «nous autres [Néo-zélandais]» que vous étiez européens et nous pas : «nous» allions apprendre que «vous» vous souciez aussi peu de notre passé que de notre avenir; «vous» placiez votre identité dans une situation de contingence. Ce qui était en jeu, c'était la perpétuation d'un sentiment d'appartenance britannique à l'échelle mondiale. J.G.A. Pocock ouvrait aux peuples britanniques – le pluriel était délibéré – la perspective d'une histoire qui n'était pas simplement celle de l'unité et de l'empire, mais celle d'une entreprise complexe, dense et difficile à définir, une histoire qui n'était peut-être pas encore achevée. Tout d'abord, remarqua-t-il, il avait été de bon ton de déplorer avec lui l'absence de réaction à sa proposition, mais par la suite le vent tourna brusquement et le congrès de 1994 en fut un bon indicateur ²⁶. Par une série de contributions profondes et originales, et en réfléchissant à sa propre histoire personnelle, J.G.A. Pocock a réussi à donner au «sentiment d'appartenance britannique» une profondeur et une largeur de vues que peu d'historiens peuvent égaler. Pour lui, la «Grande-Bretagne» de la fin du XX^e siècle s'est séparée de cette association de nations qu'elle avait elle-même édifiée à travers le globe ²⁷.

Qualifier un régime politique et une société aussi dynamiques que «la Grande-Bretagne du XIX^e siècle» suscite des réactions extrêmement variées, et aussi une assez forte émotion, comme on peut le voir avec J.G.A. Pocock

25. Qu'un congrès «anglo-» débâte de la «Grande-Bretagne», c'était l'une des ironies occasionnées par cet événement. On trouvera l'ensemble des conférences dans Alexander Grant and Keith J. Stringer (eds.), *Uniting the Kingdom? The Making of British History*, Londres, Routledge, 1995. Particulièrement pertinents pour notre propos sont les textes suivants: Eric Evans, "Englishness and Britishness: National Identities, c.1790-c.1870", p. 223-243; Keith Robbins, "An imperial and multinational polity: The 'scene from the centre', 1832-1922", p. 244-254; John Turner, "Letting go: The Conservative Party and the end of the Union with Ireland", p. 255-276.

26. Dans *The Atlantic Archipelago: A Political History of the British Isles*, Lewiston, Edwin Mellen Press, 1986, l'historien américain R.S. Thompson reprend le terme d'«archipel atlantique» mais celui-ci ne s'est pas véritablement imposé par la suite.

27. J.G.A. Pocock, dont la carrière universitaire s'est principalement déroulée aux États-Unis, est avant tout un historien des idées. C'est dans son ouvrage *The Discovery of Islands: Essays in British History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 qu'on trouvera la version originale de la conférence de 1973 ainsi qu'un ensemble d'essais pertinents et polémiques publiés pour la plupart dans les années 1990.

ou d'autres auteurs. Vue pour ainsi dire « de haut en bas », pour une époque pré-démocratique, cette entité semble unifiée, grâce à l'existence d'une élite complexe, qui pratique l'endogamie à travers toutes les îles qui la composent, et dont les membres reçoivent la même éducation et partagent une expérience commune des institutions. Mais, si l'on regarde « de bas en haut », c'est peut-être l'extraordinaire variété de ses « communautés » qui semble la plus évidente. Ce n'est pas par hasard que le premier volume de la *Cambridge Social History of Britain, 1750-1950* se concentre principalement sur « Regions and Communities »²⁸. Malgré cela, le responsable éditorial, F.M.L. Thompson, se défend d'avoir tenté de « présenter l'ensemble de la Grande-Bretagne comme un paquet où sont ficelées ensemble un certain nombre de régions ». Une telle tentative reviendrait, apparemment, à réduire l'histoire sociale à une « sous-discipline de l'histoire locale »... Terrible destin ? Il en résulte, rédigés par plusieurs plumes, des chapitres sur l'Écosse, le pays de Galles, le nord-est et le nord-ouest de l'Angleterre, ainsi que sur « Londres et les comtés qui l'entourent ». Peut-être les « communautés » formées d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne par les travailleurs de tel secteur de l'industrie transcendaient-elles leurs lieux d'implantation. D'un autre côté, si, comme le souligne le responsable éditorial, la dichotomie entre ville et campagne offre bel et bien un outil d'analyse, elle présente de graves inconvénients et de sérieuses limites pour la description des réalités socio-économiques, voire des faits politiques et administratifs. Pour David Eastwood, la période 1700-1850 a certes vu l'apothéose du gouvernement local et de la culture provinciale en Angleterre, mais elle annonce également leur lent déclin. Le Parlement vénère sa propre existence et son ancienneté, mais après 1830, il ne fait plus preuve de la même vénération à l'égard du gouvernement local. David Eastwood en conclut que, dans la Grande-Bretagne victorienne, ce qui était auparavant « un gouvernement local aux ordres du Roi » n'a qu'imparfaitement été transposé en un gouvernement local aux ordres du Parlement. Il voit là l'une des tragédies de l'État britannique moderne²⁹. L'intérêt porté par les géographes culturels au sens du temps et du lieu a façonné l'approche qu'ont certains historiens du « local », du « régional », du « continental », de l'« impérial » et du « mondial » lorsqu'ils tentent de « percevoir » ce qui fait l'« essence » de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle³⁰. Ce sont des géographes, par exemple, plutôt que des historiens qui ont exploré le sens (ou l'absence) du fossé Nord-Sud en Angleterre (le « Nord pauvre » et le « Sud riche ») et qui se sont efforcés de distinguer les mythes culturels des réalités économiques et

28. F.M.L. Thompson (ed.), *The Cambridge Social History of Britain 1750-1950: Volume 1. Regions and Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

29. David Eastwood, *Government and Community in the English Provinces 1700-1870*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1997, p. 19 et p. 166.

30. G.J. Ashworth et Brian Graham (eds.), *Senses of Place: Sense of Time*, Aldershot, Ashgate, 2005.

politiques³¹. Grâce à la fusion de plusieurs approches conceptuelles, une nouvelle prise de conscience de la différence et de la diversité s'est fait jour³².

* * *

On peut donc raisonnablement affirmer que l'historiographie de la *Britishness* s'est substantiellement modifiée à la fin du XX^e siècle et demeure en évolution. Même si l'expression de « nouvelle histoire britannique » est aujourd'hui courante, ce qu'elle signifie précisément demeure controversé et incertain. Ce qu'on peut dire, c'est qu'en comparaison de ce qui était disponible au début de la période qui nous a occupé ici, nous disposons aujourd'hui d'un corpus scientifique considérable, qui donne à l'histoire du XIX^e siècle une tonalité nouvelle. On trouve aujourd'hui des histoires territoriales à la fois érudites et accessibles, s'appuyant, entre autres, sur des recherches publiées dans la *Scottish Historical Review* et la *Welsh History Review* (fondées respectivement en 1903 et en 1960)³³. Sur l'Écosse, T.C. Smout, Michael Lynch, T.M. Devine et Michael Fry font partie de ceux qui ont produit des travaux universitaires ayant néanmoins eu un impact sur le grand public³⁴. James Loughlin a écrit sur l'unionisme en Irlande du Nord³⁵. Ces histoires nationales ont mis l'Angleterre dans une position inconfortable : en règle générale, les éditeurs, devenus « politiquement corrects » s'efforcent de commander des ouvrages sur la Grande-Bretagne plutôt que sur l'Angleterre, et, à des degrés divers, les auteurs se plient à cette demande³⁶. Mais le paradoxe, c'est qu'il règne en conséquence une incertitude sur la façon dont on doit aborder l'histoire de l'Angleterre sans chagriner les historiens de l'Écosse ou du pays de Galles. Dans la configuration du Royaume-Uni qui

31. A.R.H. Baker et Mark Billinge (eds.), *Geographies of England: The North-South Divide, Imagined and Material*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

32. Parmi les exemples d'histoire régionale, on citera Philip Payton, *The Making of Modern Cornwall: Historical Experience and the Persistence of "Difference"*, Redruth, Dyllansow Truran, 1992.

33. L'ouvrage de R.R. Davies et Geraint H. Jenkins (eds.), *From Medieval to Modern Wales: Historical Essays in Honour of Kenneth O. Morgan and Ralph A. Griffiths* (Cardiff, University of Wales Press, 2004), contient des essais offrant une présentation critique de l'historiographie galloise en général et d'aspects particuliers du pays de Galles au XIX^e siècle. Keith Robbins, "Locating Wales: Culture, Place and Identity" dans Neil Garnham et Keith Jeffery (eds.), *Culture, Place and Identity*, Dublin, University College Dublin Press, 2005), p. 23-38.

34. T.C. Smout, *A Century of the Scottish People, 1830-1950*, Londres, Fontana Press, 1986 ; Michael Lynch, *Scotland a New History*, Londres, Barrie & Jenkins, 1991 ; T.M. Devine, *The Scottish Nation 1700-2000*, Londres, Allen Lane, 1999 ; Michael Fry, *Patronage and Principle: a political history of modern Scotland*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1987. Ces deux derniers auteurs ont aussi écrit récemment sur l'Écosse et l'Empire.

35. James Loughlin, *Ulster Unionism and British National Identity since 1885*, Londres et New York, Pinter, 1995.

36. *A History of the Modern British Isles* est actuellement en cours de rédaction pour Blackwell, et comportera un volume sur le XIX^e siècle promis par James Webster. L'ouvrage autrefois intitulé *The Pelican History of England* est en train d'être remplacé par *The Pelican History of Britain*. Les éditeurs de l'ouvrage de Jeremy Black, *A History of the British Isles*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1996, se sont arrangés pour jouer sur les deux tableaux en illustrant la jaquette de couverture d'une scène typiquement « anglaise » !

découle de la dévolution des pouvoirs, seule l'Angleterre ne possède pas son parlement ou son assemblée propres : Parlement du Royaume-Uni, Westminster est aussi celui de l'Angleterre et légifère pour l'Angleterre, mais avec la participation, de plus en plus controversée, des députés d'Écosse, du pays de Galles et d'Irlande du Nord. Il n'appartient pas à cet article de s'aventurer pour dire si cette situation peut perdurer, mais elle touche en profondeur à la question de l'« identité anglaise » dont se préoccupent de plus en plus les historiens. Qui sont les Anglais ? Quels mythes ont-ils créés pour se perpétuer ? Inutile de dire que les réponses fournies ne convergent en aucune manière ³⁷. En explorant ces questions, les historiens ont été entraînés plus loin dans des interrogations sur la culture et l'identité. Robert Colls, Peter Mandler et d'autres ont approfondi ces sujets avec vigueur et perspicacité, dans un effort pour relier le passé au présent ³⁸. Certains historiens ont trouvé utile de réfléchir à ce que les « étrangers » font des « Anglais » (ou des autres peuples au sein des îles Britanniques). Paul Langford s'est penché sur les façons dont les clichés ayant servi à définir le caractère anglais (l'inconstance et l'imprévisibilité ?) sont remplacés, dans la perception des étrangers, par l'idée que les insulaires sont un peuple discipliné ³⁹. Travaillant dans la direction opposée, Marjorie Morgan a utilisé les journaux de voyage d'hommes et de femmes de la *middle class* venus d'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles, pour faire ressortir la diversité des identités nationales existant dans la Grande-Bretagne victorienne ⁴⁰.

Il ne saurait y avoir de conclusion simple au tableau qui vient d'être brossé. Toutefois, ceux qui étudient le Royaume-Uni de l'époque victorienne disposent aujourd'hui aussi bien de considérations générales sur le sentiment d'appartenance britannique que des histoires nationales auxquelles nous avons fait référence ⁴¹. La façon dont le tout est lié aux parties demeure sujette à controverse ⁴², de même que la question de savoir si une étude des relations entre les différentes îles britanniques doit être menée à partir du

37. Edwin Jones, *The English Nation: The Great Myth*, Stroud, Sutton, 1998 ; Roy Porter (ed.), *Myths of the English*, Cambridge, Polity Press, 1992 ; Geoffrey Elton, *The English*, Oxford, Blackwell, 1992. Ce dernier ouvrage est un hommage de la part d'un historien de la constitution réputé qui n'est pas né Anglais.

38. Robert Colls et Philip Dodd (eds.), *Englishness: Politics and Culture 1880-1920*, Londres, Croom Helm, 1986 ; Robert Colls, *Identity of England*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Peter Mandler, *The English National Character: The History of an Idea from Edmund Burke to Tony Blair*, New Haven (Conn.) et Londres, Yale University Press, 2006 ; Kathryn Tidrick, *Empire and the English Character*, Londres, I.B. Tauris, 1992.

39. Paul Langford, *English Identified: Manners and Character, 1650-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

40. Marjorie Morgan, *National Identities and Travel in Victorian Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2001.

41. Par exemple, Keith Robbins, *Great Britain: Identities, Institutions and the Idea of Britishness*, Londres, Longman, 1998 ; David Powell, *Nationhood & Identity: The British State since 1800*, Londres, Tauris Publishers, 2002 et Paul Ward, *Britishness since 1870*, Londres, Routledge, 2004.

42. Voir par exemple les contributions à T.C. Smout (ed.), *Anglo-Scottish Relations from 1603 to 1900*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

centre ou de la périphérie. Et, d'ailleurs, qu'est-ce que le « centre » et qu'est-ce que la « périphérie » ? ⁴³ Il restera toujours des différences d'opinion quant à savoir si, face à une union d'identités multiples, c'est l'union qui paraît la plus frappante à l'historien du XIX^e siècle ou bien si ce sont au contraire les identités multiples – quelles que semblent être les relations entre les deux à l'époque actuelle ⁴⁴.

*Keith Robbins est vice-chancellor émérite
à l'université du pays de Galles (Lampeter)
Texte traduit de l'anglais par Jérôme Clerc
(Master traduction d'édition, université d'Orléans)*

43. Y a-t-il, par exemple une « frange celtique » qui entourait et entoure encore l'Angleterre ? Voir l'article de Keith Robbins, "Location and Dislocation: Ireland, Scotland and Wales in their Insular Alignment" p. 163-80, suivi d'une critique sous la plume de divers auteurs, in John Morrill (ed.), *The Promotion of Knowledge: Lectures to mark the Centenary of the British Academy 1902-2002*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

44. Laurence Brockliss et David Eastwood (eds.), *A Union of Multiple Identities: The British Isles c. 1750-c. 1850*, Manchester, Manchester University Press, 1997.